

ACTION URGENTE

UNE MILITANTE VÉNÉZUÉLIENNE MENACÉE

La défenseure vénézuélienne des droits humains Marianela Sánchez Ortiz a été menacée en raison de ses activités d'observation des prisons. Cette femme, sa famille et ses collègues sont en danger.

Le 30 mai, le mari de **Marianela Sánchez Ortiz, Hernán Antonio Bolívar**, a été enlevé sous la menace d'une arme à feu, alors qu'il s'apprêtait à monter dans sa voiture. Deux hommes armés se sont approchés et l'ont obligé à monter. Deux autres hommes étaient postés devant le véhicule. Une fois à l'intérieur, ils lui ont ordonné de demander à sa femme d'arrêter de dénoncer les conditions carcérales et de critiquer le gouvernement, sinon sa famille et elle le regretteraient parce que ces hommes savaient tout d'eux, où ils travaillent et vivent, et où leurs enfants sont scolarisés. Lorsqu'ils l'ont laissé partir, ils lui ont dit qu'ils espéraient avoir fait passer leur message car il ne s'agissait que d'un avertissement. La fois suivante, ils ne parleraient pas. Par ailleurs, ils lui ont volé 3 800 bolivars (environ 700 euros) en liquide, un iPad, une montre et d'autres objets.

Depuis de nombreuses années, l'Observatoire vénézuélien des prisons, pour lequel travaille Marianela Sánchez Ortiz, dénonce les conditions d'incarcération déplorables dans le pays. En juin 2011, Humberto Prado Sifontes, directeur de cet organisme, a fait l'objet de manœuvres d'intimidation et de menaces de mort après avoir demandé au gouvernement d'apporter une réponse pacifique à une émeute survenue dans la prison d'El Rodeo.

DANS LES APPELS QUE VOUS FEREZ PARVENIR LE PLUS VITE POSSIBLE AUX DESTINATAIRES MENTIONNÉS CI-APRÈS, en espagnol, en anglais ou dans votre propre langue :

- appelez les autorités à diligenter une enquête indépendante, minutieuse et impartiale sur les menaces dont Marianela Sánchez Ortiz, membre de l'Observatoire vénézuélien des prisons, et sa famille ont été la cible, à en rendre les conclusions publiques et à traduire en justice les responsables présumés de ces agissements ;
- exhortez-les à prendre des mesures efficaces pour protéger ces personnes dans le respect de leurs souhaits, à en faire part publiquement, et à mettre fin au harcèlement et aux menaces visant tous les collègues de Marianela Sánchez Ortiz ;
- priez-les instamment de reconnaître publiquement la légitimité des activités de défense des droits humains de l'Observatoire vénézuélien des prisons, et rappelez-leur qu'elles doivent faire en sorte que l'organisation puisse travailler sans crainte de représailles, conformément à la Déclaration des Nations unies de 1998 sur les défenseurs des droits de l'homme.

ENVOYEZ VOS APPELS AVANT LE 13 JUILLET 2012 À :

Ministre de l'Intérieur et de la Justice

Tarek El Aissami
Ministerio del Poder Popular para
Relaciones Interiores y Justicia
Avenida Urdaneta Esquina de Platanal
Edificio Interior y Justicia Despacho del
Ministro, Piso 3, Caracas, Venezuela
Fax : + 58 212 506 1105 (merci de vous
montrer persévérant)

**Formule d'appel : Señor Ministro, /
Monsieur le Ministre,**

Ministre des Affaires étrangères

Nicolás Maduro Moros
Ministerio del Poder Popular para
Relaciones Exteriores
Casa Amarilla
Esquina de Principal
Caracas 1010, Venezuela
Courriel : ministro@mre.gov.ve
**Formule d'appel : Señor Ministro, /
Monsieur le Ministre,**

Copies à :

Observatorio Venezolano de Prisiones
Av. Lecuna entre esquinas Cipreses a
Hoyo N.60
Centro Empresarial Cipreses, PH-E
Municipio Libertador
Caracas
Venezuela
Fax : +58 212 483 3725

Veillez également adresser des copies aux représentants diplomatiques du Venezuela dans votre pays (adresse(s) à compléter) :
Nom(s), adresse(s), n° de fax ; courriel ; formule d'appel.

Vérifiez auprès de votre section s'il faut encore intervenir après la date indiquée ci-dessus. Merci.

**AMNESTY
INTERNATIONAL**



ACTION URGENTE

UNE MILITANTE VÉNÉZUÉLIENNE MENACÉE

COMPLÉMENT D'INFORMATION

La situation des droits humains dans les prisons vénézuéliennes est critique. Les violences sont demeurées endémiques dans ces structures, en proie à une surpopulation chronique. En juin 2011, lors d'affrontements entre bandes rivales à la prison d'El Rodeo, 27 détenus ont trouvé la mort. En juillet 2011, la ministre de l'Administration pénitentiaire a annoncé qu'elle prévoyait de remettre en liberté 40 % des détenus afin de limiter la surpopulation carcérale. En novembre, elle a publiquement menacé de révoquer les juges qui entravaient ses projets de hâter le jugement des personnes en détention provisoire pour des infractions mineures. Au Venezuela, il y aurait plus de 40 000 détenus alors que les prisons ne sont conçues que pour en accueillir 12 500. Amnesty International est inquiète à la vue des informations indiquant que les violences entre détenus sont fréquentes et que les violations des droits humains commises par l'administration pénitentiaire sont monnaie courante. Selon des organisations nationales de défense des droits humains, les actes de violence ont fait plus de 1 600 morts et 3 100 blessés dans les prisons vénézuéliennes entre 2006 et 2009.

Noms : Marianela Sánchez Ortiz (femme), Hernán Antonio Bolívar (homme)

Genre : homme et femme

AU 160/12, AMR 53/004/2012, 1^{er} juin 2012